

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N°

HH 35 Me

Service Central :

Constatation d'Agent.

Région :

D^{er} N°

HH 35

; Aff. :

Bail à loyer.

Me

OBJET DE LA CONSULTATION

Agent ayant donné congé à son propriétaire
et ayant souscrit un nouvel engagement de
location. Circonstances exceptionnelles nées de la
guerre ne sauraient le dispenser de s'acquiescer.

M. Louis Vannet

Receveur de l'et. aux billes

Paris-Lyon

Ind. Est.

Références :

Observations :

Paris le 14 Septembre 1939.

Garnet Louis
Pensionnaire de 1^{re} classe aux belles
Paris Expy
des Est.

Monsieur le Chef du Contentieux
S.N.C.F.
Bellemeuse.

J'ai l'honneur de solliciter de votre
haute bienveillance les renseignements susceptibles de
m'aider dans le cas suivant:

Avant le 15 juillet dernier, j'ai donné
congé de ~~l'appartement~~ que j'occupe actuellement; fin
août dernier, j'ai signé un engagement de location
pour un autre appartement que je pensais occuper au
15 octobre prochain. Jusqu'à ce jour, je n'ai acquitté
que les frais de papier timbré de l'engagement.

En raison des circonstances actuelles, ma femme
étant inscrite et pourvue avec mes trois enfants à moi
même mobilisé à la S.N.C.F., j'aimerais garder le
logement que j'habite actuellement et ne pas être obligé
de payer celui loué pour octobre prochain, car par suite
il n'est pas possible de diminuer dans les conditions de vie
actuelles de ma famille et aussi pour éviter des frais,
superflus à cette époque.

Avec tous mes remerciements anticipés, je vous
prie de croire, Monsieur le Chef du Contentieux à l'assurance
de mon profond respect.

G. Garnet

A.G.

4435 Me

Monsieur Louis VANNET
Receveur de lère classe aux billets
PARIS-LYON (Sud-Est)

En réponse à votre lettre du 14 Septembre, je vous informe que vous demeurez lié à la fois par le congé que vous avez donné et par l'engagement de location que vous avez souscrit.

Il n'existe, en effet, aucun texte légal dérogatoire au droit commun, qui vous permette actuellement de vous dégager de ces obligations contractuelles.

S'il ne vous était effectivement pas possible de déménager pour la date prévue, vous auriez la ressource de solliciter des délais en justice. Mais il ne faut pas vous dissimuler que des dommages-intérêts pourraient vous être réclamés, si un préjudice résultait de votre maintien dans les lieux pour le propriétaire de votre appartement.

LE CHEF DU CONTENTIEUX,

M. d. Lagueray

Sept. 1939.

Monsieur Louis Vanuet

Receveur de 1^{re} classe aux billets.

Paris-Lyon.

Sud-Est.

En réponse à votre lettre du 14 septembre, je vous informe que vous ^{demeurez} ~~êtes~~ lié à la fois par la cession que vous avez donnée et par l'engagement de location que vous avez souscrit.

Il n'existe, en effet, aucun texte ^{législatif} dérogeant au droit commun qui vous permette actuellement de vous dégager de ces obligations contractuelles.

~~Il est évident que si vous éprouvez de trop grandes difficultés à démeubler, il est possible que vous obteniez du juge devant lequel vous serez assigné, certains délais. Mais vous vous exposez, en pareil cas, à une action en dommages et intérêts de la part de votre propriétaire qui justifierait du préjudice résultant pour lui de votre maintien dans les lieux.~~

Le Chef du Contentieux.

Si vous étiez officiellement assigné du juge devant lequel vous serez assigné, vous pourriez se démeubler en temps et pour la date prévue, vous auriez la reconnaissance sollicitée et les délais seraient en justice. Mais il ne faut pas vous dissimuler que les dommages résultant pour vous, en l'absence de tout préjudice résultant de votre maintien dans les lieux pour le propriétaire de votre appartement.